



Chronique 03-04

Le pétrole mexicain : frein au développement d'un marché nord-américain de l'énergie

Gérald Cadet

Juin 2003

La question d'une réforme pétrolière, de quelque magnitude qu'elle puisse être, ne semble plus être dans les plans actuels du gouvernement Fox. Alors que la réforme de l'électricité et du gaz naturel est revenue en force sur la scène politique, la question des modifications à apporter au secteur pétrolier a été passée sous silence par les législateurs mexicains en 2002, et ce, malgré les appels répétés du secteur privé et des dirigeants de Pemex en ce sens.

Bien que le pétrole ne représente plus le premier produit d'exportation du Mexique (tableau 2), sa part dans les exportations mexicaines n'ayant cessé de décroître au fil des ans, il continue de jouer un rôle fondamental dans la vie politique, économique et sociale du Mexique. Non seulement représente-t-il la première source de revenu du gouvernement fédéral (37% en 2002), et par extension des différents paliers gouvernementaux du Mexique, il constitue également le point de référence du nationalisme mexicain. Pemex, la para-étatique chargée de l'exploration, la production et la distribution du pétrole est intimement liée à la souveraineté de la nation.

Tout au long du 20^e siècle, et encore plus depuis la nationalisation de 1938, le pétrole, et à travers lui la para-étatique Pemex, aura été le pilier politique, économique et idéologique de l'État mexicain. Il a servi de base à la stratégie de substitution aux importations entre les années 1940-80. Lorsque ce modèle s'est essoufflé, le pétrole, combiné à la dette extérieure, ont servi de locomotives à la nouvelle stratégie de dépense publique de l'État et par la suite à l'ouverture unilatérale. Parler de la

question pétrolière au Mexique ne doit donc pas se limiter aux aspects techniques et économiques, ni se limiter au pétrole. De par son importance politique, économique et sociale d'une part, et du rôle de Pemex dans la production de gaz naturel et d'électricité (en tant que fournisseur de gaz naturel)

d'autre part, la question pétrolière doit être analysée dans un contexte plus large.

Tout en reconnaissant la nécessité d'adopter un point de vue global, cette note ne prétend pas remplir un tel objectif. Nous nous limiterons ici aux aspects politiques et économiques de la question, tout en accordant une importance particulière à l'influence internationale sur les derniers développements de l'industrie.

Le pétrole : une question avant tout politique

Le pétrole en général, et Pemex en particulier, n'ont pas seulement une importance économique pour le Mexique, mais également une importance politique et symbolique, tant pour la nation que pour la classe politique du pays. Si pendant des décennies, Pemex avait servi de vache à lait de l'État et du PRI¹, à partir du gouvernement Salinas et de son projet réformateur, les choses ont quelque peu changé. En effet, avec la négociation puis la signature de l'Aléna, le gouvernement mexicain fut incité à amorcer une réforme du secteur

¹ Parti de la Révolution Institutionnelle



énergétique.² Toutefois, le secteur pétrolier est demeuré fermé aux capitaux privés. La réorganisation administrative entreprise par le gouvernement Salinas pourrait ainsi être assimilée à une privatisation économique et non juridique, celle-ci n'étant pas allée jusqu'à la privatisation de l'ensemble des activités pétrolières.³

Lors de la dernière discussion portant sur le budget 2003, les députés se sont entendus sur une prévision du prix moyen de 18.35\$US le baril afin d'établir le budget du gouvernement fédéral. Avec ce calcul, ce sont 1 525 milliards de pesos que devait initialement rapporter Pemex aux coffres de l'État.⁴ Des critiques ont immédiatement qualifié ces prévisions de risquées (à l'origine, le ministère des Finances avait prévu un prix moyen de 17\$US le baril pour 2003) arguant que si ces prévisions ne se réalisaient pas, cela créerait une pression insoutenable sur les finances publiques mexicaines.

Cependant, avec l'incertitude née de l'intervention américaine en Irak, et la hausse subséquente du prix du brut, les revenus pétroliers devraient être substantiellement supérieurs à ce qui avait été initialement anticipé.⁵ Ceci devrait être d'une grande aide pour l'État mexicain, qui n'aurait pas à revoir le budget 2003, comme cela avait été le cas pour le budget 2002.⁶

Il n'est pas question pour le moment de réformes qui transformeraient radicalement Pemex en société privée. Le président Fox a encore rappelé tout récemment, lors d'une intervention spéciale, que Pemex ne serait en aucun cas privatisée et qu'elle n'est pas privatisable.⁷ Cette position, qui fait l'unanimité parmi la classe politique⁸ - même si on reconnaît qu'il faut "faire quelque chose" afin d'améliorer la performance de la para-étatique -

n'est pas partagée par l'ensemble de la population : un récent sondage montre que 49% des Mexicains accepteraient une privatisation de Pemex si cela rendait l'entreprise plus efficace et moins corrompue, alors que 49 % favoriseraient la privatisation si cela accélérerait l'accord migratoire avec les États-Unis.⁹

Une des grandes sources d'opposition à tout changement de la para-étatique se trouve à l'intérieur même de Pemex : le Syndicat des travailleurs pétroliers (STPRM, *Sindicato de Trabajadores Petroleros de la República Mexicana*). Le syndicat, sans qui rien ne peut se faire à Pemex représente un poids extrêmement important dans la question pétrolière. Non seulement ses principaux dirigeants sont-ils députés ou sénateurs de la république, ce qui confère un poids politique au STPRM (principalement lié au PRI), mais il représente également une grande force d'inertie. Par ailleurs, avec plus de 137 000 employés actifs, additionné aux coûts des retraites, Pemex se trouve avec une charge financière qui limite là aussi sa marge de manœuvre.

Un autre facteur à prendre en compte a trait à l'incertitude dans laquelle se trouvent les plus récents projets de Pemex. L'entreprise, afin de pallier son sous-financement chronique, a développé un schéma de contrats de services multiples (CSM) pour la production de gaz naturel dans le bassin de Burgos. Dans ce schéma, une subsidiaire, Pemex Exploración y Producción (PEP), noue des ententes avec quelques unes des plus grandes pétrolières du monde afin que celles-ci réalisent certaines activités d'exploration et de production en sous-traitance.¹⁰ En avril 2002, la Cour Suprême mexicaine déclarait inconstitutionnels les changements effectués à la loi sur le service public d'énergie électrique. Cette décision du plus haut tribunal mexicain jette une douche d'eau froide sur les plans de la para-étatique : bien qu'elle ne concerne que l'électricité, la décision met en lumière les risques que courent les entreprises privées à investir dans un domaine strictement réservé à l'État.

La question pétrolière est également intimement liée à deux réformes fiscales : la réforme de l'État et la réforme de Pemex. En 2000, la contribution de

² Il est bon de rappeler que lors des négociations menant à l'Aléna, le gouvernement mexicain avait résisté à toute tentative d'inclure le pétrole dans l'accord.

³ Pour un exposé de la réorganisation de Pemex, voir Isabelle Rousseau, *La modernización de Petróleos Mexicanos: reorganización administrativa y apertura del gas natural (1989-2000)*, papier préparé pour le 1^{er} Congrès latino-américain de science politique de Salamanque, Espagne (9-11 juillet 2002).

⁴ *La Jornada* 14/12/2002

⁵ Selon les estimations gouvernementales, ce sont environ 4,5 milliards de dollars que devraient rapporter les variations du prix du baril durant 2003 (*Milenio*, 26 février 2003).

⁶ Il est bon de rappeler que le pétrole mexicain, qui se compose de trois types (maya, olmeca et istmo) se transige à un prix inférieur au Brent de la Mer du Nord et au West Texas Intermediate, les deux principaux types de référence.

⁷ Intervention le 12 mai 2003. Fox répondait ainsi à un débat ayant eu lieu à la Chambre des Représentants des États-Unis le 9 mai 2003, alors que des législateurs républicains déclaraient qu'un accord migratoire avec le Mexique devrait être conditionnel à l'entrée de capitaux américains dans Pemex.

⁸ C'est en fait une unité de façade puisque de nombreux dirigeants du *Partido d'Acción Nacional* (PAN, le parti du président Fox) sont en faveur d'une privatisation, position partagée par des représentants du PRI également.

⁹ Sondage réalisé par le *Grupo de Economistas Asociados* pour le compte de la chaîne de télévision CNI Canal 40 le 15 mai 2003. Voir http://www.cnienlinea.com.mx/notas/46_107.html

¹⁰ Selon ces arrangements, Pemex demeurerait propriétaire des hydrocarbures découverts par les entreprises étrangères. Pour une critique des CSM, voir Victor Rodríguez-Padilla, *Contratos de Servicios Múltiples Observaciones al Modelo Genérico de Contrato de Obra Pública Sobre la Base de Precios Unitarios*, Versión final (20 diciembre 2002), <http://www.energia.org.mx/bajar/doc/200103-contratos.doc>

Pemex s'élevait à 37% des recettes fiscales du gouvernement mexicain (tableau 1), rendant ainsi l'État mexicain très dépendant de la performance de la para-étatique. Le président Fox s'était engagé, au début de son mandat, à procéder à une réforme fiscale qui permettrait au gouvernement mexicain d'accroître ses revenus. En fait, c'est à une triple réforme que prétendait la proposition Fox : une réforme fiscale, une réforme financière et une réforme budgétaire. Toutefois, les objections de l'opposition tuèrent le plan au début 2002. Par ailleurs, la para-étatique se trouve elle aussi dans une situation fiscale difficile car, servant de locomotive de l'État, elle ne peut bénéficier de ressources propres, ni d'investissements adéquats

Par ailleurs, le régime fiscal auquel est soumis Pemex oblige l'entreprise à faire plus avec moins. Depuis 1998, le rendement après impôt de la para-étatique présente un solde nettement négatif : en 1995, le rendement après impôt de l'entreprise s'élevait à près de dix milliards de pesos ; en 2000, le rendement présentait un déficit de 20 milliards de pesos.¹¹ En d'autres termes, non seulement tous les profits de Pemex vont-ils dans les caisses de l'État, mais la structure fiscale de l'entreprise l'oblige à payer davantage que ses profits. Cette situation affecte la capacité de la para-étatique à investir de manière significative dans la production. En fait, sans réforme fiscale de l'État mexicain, il paraît inconcevable de penser à des changements viables à Pemex.

Les enjeux économiques

Jusqu'au budget 2002, Pemex était chroniquement sous-financée, ce qui limitait ses capacités d'exploration. Cependant, en 2002 les dirigeants de la para-étatique réussirent à obtenir une augmentation de plus de 40% de son budget d'investissement, celui-ci s'établissant à 14,7\$ milliards de dollars, dont 10,5 milliards de dollars devaient être consacrés à l'exploration et la production.¹² Cette prise de conscience des législateurs est importante, lorsque l'on sait que durant les années 1990, le financement de Pemex s'élevait, en moyenne, à 4 milliards de dollars par année.¹³

Les dirigeants de l'entreprise voudraient que la pétrolière jouisse d'une plus grande autonomie décisionnelle et budgétaire ; cela permettrait de réaliser les investissements nécessaires (estimés à 8.675 milliards de dollars par année jusqu'à 2005)

pour l'exploration et la production. Selon Luis Ramírez Corzo, directeur général de Pemex Exploration et Production, si Pemex pouvait réaliser ces investissements, c'est 5,5 mb/j¹⁴ que produirait l'entreprise en 2010, une hausse de 57% par rapport à la production actuelle.¹⁵ Ces investissements auraient aussi un impact positif sur la production de gaz naturel, permettant de produire 9 mp³/j¹⁶, alors qu'actuellement il se produit environ. 4.5 mp³/j.

Il est intéressant de constater que les divergences d'opinions entre les dirigeants de Pemex et les législateurs quant à la stratégie que devrait adopter l'entreprise sont de plus en plus courantes. Les législateurs continuent de voir en Pemex le symbole de la souveraineté du Mexique, de même qu'un outil de développement et de croissance, en plus d'une importante source d'emplois. Dans cette optique, il est tout à fait normal que les ressources de Pemex soient destinées principalement à la nation : la logique politique prime sur les besoins de la para-étatique.

Certains dirigeants de Pemex, quant à eux, croient que la stratégie de l'État au cours des dernières années, soit de hausser la production afin de générer davantage de revenus pour les dépenses générales du gouvernement, a provoqué un certain abandon de l'exploration. Ceci obligera Pemex à réduire ses coûts, accroître sa productivité, donc améliorer les pratiques d'exploration à court terme si l'entreprise ne veut pas voir sa position se détériorer.¹⁷

Quels sont les besoins de Pemex ?

Pemex se trouve dans une situation quasi inextricable. D'une part elle doit être une entreprise pétrolière de niveau international ; ce qui signifie des revenus et profits importants afin d'assurer les niveaux d'investissement que requiert l'exploration pétrolière. D'autre part, l'entreprise doit servir les besoins de la population mexicaine à travers sa contribution au budget de l'État. Ceci permet en partie de comprendre le paradoxe suivant : alors qu'on assiste à une hausse importante de la production depuis le milieu des années 1990 - de 1995 à 2002 la production a augmenté de 17% (tableau 1) - l'exploration a diminué de manière significative.¹⁸ Le gouvernement actuel tente de

¹⁴ Millions de barils par jour.

¹⁵ El Financiero, 29 avril 2002.

¹⁶ Millions de pieds cubes par jour.

¹⁷ Idem

¹⁸ Durant la première moitié des années 1990, il se construisait en moyenne 45 puits exploratoires; entre 1995 et 1997, la moyenne est tombée à 10 puits par année pour ensuite augmenter

¹¹ Rapport annuel de Pemex, 2001, <http://www.pemex.gob.mx/>

¹² <http://www.fe.doe.gov/international/mexiover.html>

¹³ Idem.

remédier à la situation : Fox a d'ailleurs annoncé le 27 mai dernier un investissement de 143 milliards de pesos (environ 14 milliards de dollars) pour 2003, ce qui devrait permettre la construction de 47 plates-formes.¹⁹

À moyen terme, Pemex devra retrouver un niveau d'exploration plus élevé afin d'accroître les réserves prouvées, tout en renforçant ses capacités de raffinage : en 2000 l'entreprise comptait six raffineries avec une capacité de raffinage de 1.334 mb/j alors que la consommation interne s'élevait à plus de 1,7 mb/j, ce qui a obligé Pemex à importer des produits raffinés. Un vaste programme de rénovations a permis d'accroître sensiblement la production au cours des dernières années : à partir de janvier 2003, la capacité de raffinage de Pemex s'élève à 1,7 mb/j. Malgré ces améliorations, le pays doit continuer d'importer environ le quart de l'essence consommée.²⁰

Par ailleurs, l'entreprise aurait besoin de davantage de clarté et de sécurité dans ses relations avec le secteur privé. Les Pidiregas²¹ avaient fourni un schéma où le secteur privé complétait efficacement les plans de Pemex. Afin d'assurer davantage de durabilité dans la relation avec les investisseurs privés, les CSM devaient graduellement remplacer les Pidiregas. Cependant, avec la décision de la Cour Suprême de déclarer les CSM inconstitutionnels, Pemex devra trouver un moyen d'impliquer le secteur privé sans enfreindre les articles 27 et 28 de la Constitution. Le gouvernement devra également trouver un moyen de réduire le risque financier auquel les Pidiregas le soumettent : bien que ce soient les entreprises privées qui investissent dans la construction des infrastructures, c'est le gouvernement fédéral qui en assume les risques financiers.

La sécurité passe également par un financement plus régulier et conséquent de la taille de l'entreprise. Le niveau des fonds propres de l'entreprise ne se compare pas à celui de ses concurrents au niveau international. De 1995 à

2002, le budget accordé à Pemex a augmenté de 0,06% (en pesos constants de 2002), passant de 37 241 milliards de pesos à 39 459 milliards de pesos, avec une pointe à 47 523 milliards de pesos en 1997. Quant aux investissements financiers, ils ont considérablement augmenté en 2002 après plusieurs années de hausses moyennes : entre 1998 et 2001, les investissements sont passés de 34 500,6 à 46 325,9 milliards de pesos. En 2002, c'est 91 418 milliards de pesos qui ont été investis, principalement en exploration et production. Pemex rejoignait ainsi la moyenne de l'industrie.

Proposition Rozental

L'une des solutions qui pourrait être envisagée à court ou moyen terme serait une participation indirecte du secteur privé à travers le financement de Pemex. Tel est le sens de la proposition de l'ambassadeur Andrés Rozental, président du Conseil mexicain des affaires internationales.²² Selon Rozental, le Mexique se doit de changer le mode de gestion de ses ressources énergétiques, surtout en matière de pétrole et de gaz naturel. Dans le contexte d'une sécurité nord-américaine accrue, sécurité qui passe non seulement par la sécurité territoriale, mais aussi par la sécurité énergétique, le Mexique pourrait jouer un rôle fondamental en garantissant un approvisionnement sûr et sécuritaire des États-Unis en pétrole.

Pour ce faire, Rozental propose que des entreprises canadiennes et américaines soient permises d'investir entre 10 et 20 milliards de dollars par année pendant 5 ans, ce qui permettrait au Mexique de hausser sa production de 3.6 mb/j à 6 mb/j. En contrepartie, la production additionnelle serait destinée à garantir l'approvisionnement des États-Unis en pétrole à bon marché, ce qui assurerait également une forte rentrée de fonds à l'État mexicain (environ 22 milliards de dollars par année). Cette proposition favoriserait non seulement une forte croissance économique, de l'ordre de 5 à 6% selon Rozental, mais améliorerait aussi l'infrastructure énergétique générale du pays.

Cette proposition présente deux grands avantages : d'une part, elle fait appel à l'initiative privée, ce qui évite une ponction sur les budgets de l'État. De plus, et bien que le leadership serait exercé par le secteur privé, ce schéma n'altère en rien la structure de l'industrie pétrolière du Mexique : l'exploration et la production de pétrole demeuraient du seul ressort de Pemex. Aucun

à 21 et 22 puits en 1998-99. Voir Cepal, *Retos y posibles soluciones para el sector energético mexicano*, Mexico : OLADE/CEPAL/GTZ, 2001, p.16.

¹⁹ *Reforma*, 28 mai 2003.

²⁰ <http://www.fe.doe.gov/international/mexiover.html>

²¹ *Proyectos de Inversiones directas en Infraestructuras con Registro Diferido en el Gasto* (Projets de d'investissements directs en infrastructures avec registre différé dans les coûts). Ces projets sont nés suite à la crise financière de 1994-95 afin d'accroître les investissements en infrastructures dans le secteur énergétique par l'entremise d'entreprises privées. Pour une synthèse plus complète de ce que sont les Pidiregas et la différence avec les CSM, voir Banque Bancomer, *Informe Economico / Economic Report*, janvier 2003, pp.42-47, <<http://www.bancomer.com/economica/infos/ene03.pdf>>

²² La proposition de Rozental a été rendue publique le 27 mars 2003 à Montréal lors de la Conférence "Au delà du libre-échange : Consolider l'Amérique du Nord" organisée par le Forum sur l'intégration nord-américaine.

changement constitutionnel ne serait donc nécessaire et permettrait d'avancer dans la création d'un véritable marché nord-américain de l'énergie. Si la proposition Rozental apparaît dans l'ensemble fort intéressante, elle ne dit cependant rien du type de relation qui s'établirait entre Pemex et les investisseurs potentiels. En effet, elle se trouve à l'extérieur des schémas Pidiregas et des CSM d'une part ; d'autre part elle n'explique pas les bénéfices que retireraient les investisseurs canadiens et américains.

L'importance de l'interdépendance énergétique en Amérique du Nord

L'interdépendance énergétique²³ en Amérique du Nord est un fait : à des degrés divers, les trois pays exportent et importent des ressources énergétiques de leurs voisins.²⁴ Globalement, on note que le Canada et le Mexique sont des exportateurs nets d'énergie, alors que les États-Unis sont des importateurs nets. Les besoins en énergie des États-Unis n'expliquent pas à eux seuls cette croissance de l'interdépendance : l'Aléna, bien qu'il laisse de côté le volet pétrole (dans le cas du Mexique), a joué un rôle important ; les réformes énergétiques "à la pièce" auxquelles ont procédé les trois pays depuis le milieu des années 1980, la relation de plus en plus étroite entre les besoins en gaz naturel et en électricité, de même que l'émergence de marchés électroniques pour de multiples formes d'énergie constituent d'autres facteurs explicatifs des développements récents.²⁵

Le Mexique dispose d'abondantes réserves de pétrole²⁶ et de gaz naturel, mais ne produit pas suffisamment d'électricité. Depuis plusieurs années, le pays se trouve forcé d'importer du gaz naturel en provenance des États-Unis afin de combler la demande interne.²⁷ Le Mexique est le deuxième exportateur de pétrole aux États-Unis, derrière

l'Arabie Saoudite, avec des exportations de 1,45 mb/j durant la première moitié de 2002.²⁸ Suite à la décision de l'OPEP d'accroître sa production de 1,5 mb/j en janvier dernier, le Mexique a répondu en haussant sa production de 120 000 b/j afin d'atteindre 1,88 mb/j en exportations.

La faiblesse des capacités de raffinage du pays contribue également au processus d'intégration de l'industrie au niveau nord-américain. En 2000, le Mexique importait 448 000 b/j de produits pétroliers, desquels près de 80% provenaient des États-Unis.²⁹ En 2002, les exportations américaines ont diminué à 237 000 b/j, mais le fait demeure : le Mexique dépend en grande partie des États-Unis pour la consommation d'essence. En outre, le différentiel de prix à la pompe le long de la frontière nord, dû à l'impôt spécial sur la production et les services (IEPS), pousse de nombreux Mexicains à traverser la frontière afin de "faire le plein", causant une perte de revenus significative pour Pemex.³⁰

Si l'interdépendance croît en Amérique du Nord, il n'en va pas de même pour l'intégration des trois industries ni de l'accroissement des échanges entre le Canada et le Mexique. Tout comme pour les échanges économiques en général, le commerce en énergie en Amérique du Nord devrait être qualifié de double commerce bilatéral dans la mesure où le Canada et le Mexique échangent presque exclusivement avec les États-Unis et très peu entre eux.

L'un des risques les plus importants que court le Mexique à l'heure d'une plus grande intégration des marchés de l'énergie est un accroissement de la dépendance envers le marché américain, tant pour les exportations que pour les importations de produits pétroliers. Deux conséquences peuvent découler de cet état de fait : d'une part, l'impossibilité pour le pays de garantir son autosuffisance énergétique ; d'autre part, une augmentation de la pression sur le pouvoir politique afin de libéraliser davantage ces secteurs.

Un marché nord-américain de l'énergie : réalisable à moyen terme ?

²³ Entendue comme une situation où tout changement dans une des variables énergétiques dans l'un des pays entraîne invariablement des réactions dans un autre. Joseph M. Dukert, *The Evolution of the North American Energy Market, Policy Papers on the Americas*, Volume X, Étude no. 6, CSIS, Octobre 19, 1999, p.4.

²⁴ Il faut quelque peu relâcher cette dernière affirmation toutefois : le Mexique n'importe pas d'énergie du Canada, alors que la seule importation du Canada en provenance du Mexique est le pétrole. Voir Philippe Faucher et Sarah-Myram Martin-Brûlé, *Hemispheric Integration in Energy Markets: Implications for Canada*, mimeo, p.4.

²⁵ J. Dukert, *op. cit.*, p.2

²⁶ Le Mexique occupe la 10^e position quant aux réserves de pétrole, l'Arabie Saoudite, le Canada et l'Irak occupent les trois premières positions.

²⁷ Voir Gérald Cadet, *La question énergétique au Mexique : où en est la réforme de l'électricité*, Observatoire des Amériques, janvier 2003.

²⁸ <http://www.fe.doe.gov/international/mexiover.html>. En fait, dépendamment des rapports trimestriels, la position du Mexique varie entre la première et la quatrième; les trois autres grands exportateurs aux États-Unis sont l'Arabie Saoudite, le Venezuela et le Canada.

²⁹ <http://www.fe.doe.gov/international/mexiover.html>

³⁰ Le problème se pose également à la frontière sud, alors que des contrebandiers importent de l'essence du Guatemala et de Belize, celle-ci étant beaucoup moins imposée que l'essence mexicaine.

Compte tenu de son importance économique et politique, Pemex ne sera pas privatisée dans un avenir rapproché. D'ailleurs, la quasi-totalité des études sur le secteur pétrolier et énergétique mexicain ne prône pas la privatisation ; la question centrale à plutôt trait à la capacité de Pemex d'accroître son niveau de production afin de répondre à l'augmentation de la demande interne et externe, ce qui suppose une augmentation de l'exploration et davantage de ressources financières de la part du gouvernement fédéral. L'entreprise devra également revoir en profondeur son mode d'organisation : à l'heure actuelle, Pemex emploie plus de 137 000 personnes pour un niveau de production de 3,6 mb/j. PDVSA, la pétrolière vénézuélienne emploie trois fois et demie moins de personnel pour un niveau de production à peine plus faible.

Alors que plusieurs parlent d'une intégration "*de facto*" du secteur énergétique nord-américain, des doutes subsistent encore quant à la participation totale du secteur pétrolier mexicain à un tel marché dans la mesure où les réticences demeurent encore énormes au Mexique. Si en matière d'électricité et de gaz naturel, on assiste effectivement au développement d'un marché nord-américain, au niveau du pétrole, on est encore loin du compte. L'incertitude juridique, l'importance stratégique de Pemex pour l'État mexicain, de même que la valeur symbolique du pétrole pour les mexicains empêchent pour le moment de penser à un véritable marché nord-américain de l'énergie intégré.

Tableau 1 : Production de pétrole, 1992-2002

Année	Production d'hydrocarbures liquides a	Revenus b	Rendement avant impôts b	Impôts payés b	Revenus totaux du gouvernement b	Part des revenus gouvernementaux
1992	3 116	77 740	45 150	41 837	212 221	24.0 %
1993	3 128	84 202	47 449	44 424	194 813	27.1 %
1994	3 138	100 300	58 177	54 851	215 301	27.2 %
1995	3 062	161 547	102 396	92 587	283 195	35.3 %
1996	3 277	235 820	161 467	144 972	392 566	37.6 %
1997	3 410	269 507	167 431	159 485	503 554	36.0 %
1998	3 498	265 749	141 748	151 887	545 176	31.4 %
1999	3 343	344 979	190 598	208 826	674 348	31.1 %
2000	3 450	478 688	273 650	293 768	866 231	37.0 %
2001	3 127	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
2002	3 588 c	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A

a : comprend le pétrole brut et les liquides du gaz naturel; en milliers de barils par jour

b : en millions de pesos c : moyenne jusqu'en novembre 2002

Source : Pemex, <<http://www.pemex.gob.mx/>>

Tableau 2 : part du pétrole dans les exportations mexicaines, 1992-2001 (en millions de dollars)

Année	Exportations totales	Produits pétroliers	Maquiladoras
1992	46 196	8 307	18 680
1993	51 886	7 418	21 853
1994	60 882	7 445	26 269
1995	79 542	8 423	31 103
1996	96 000	11 654	36 920
1997	110 431	11 323	45 166
1998	117 460	7 134	53 083
1999	136 391	9 928	63 854
2000	166 455	16 383	79 467
2001	158 443	12 799	76 881

Source : Gouvernement du Mexique, *Anexo del Segundo Informe de Gobierno 2002*, Mexico : CNIME, 2002, p.278.

Tableau 3 : Exportations de pétrole, 1992-2002 (en milliers de barils par jour)

Année	Exportations a	Ventes b
1992	1 368	7 448
1993	1 337	6 441
1994	1 307	6 624
1995	1 305	7 480
1996	1 544	10 704
1997	1 721	10 340
1998	1 741	6 466
1999	1 553	8 859
2000	1 652	14 887
2001	1 710	11 492
2002	1 717	12 225

a : en milliers de barils par jour

b : en millions de dollars

Source : Gouvernement du Mexique, *Anexo del Segundo Informe de Gobierno 2002*, Mexico : CNIME, 2002, pp.364-365.